

Communiqué de presse

Raiffeisen Suisse publie le rapport Gehrig et en tire les conséquences

St-Gall, le 22 janvier 2019. Lors de son examen des opérations liées aux participations qui ont été effectuées dans les années 2005 à 2015 et sur la base des informations à sa disposition, le professeur Bruno Gehrig n'a pas trouvé de preuves de comportements relevant du droit pénal. Cependant, ses recherches ont bien confirmé qu'il y a eu, surtout entre 2012 et 2015, des manquements graves lors de l'acquisition et de la gestion d'un certain nombre de participations conclues dans le cadre de la stratégie de diversification. Le Conseil d'administration de Raiffeisen Suisse en tire les conséquences et adopte un ensemble de mesures. Trois membres de la Direction de Raiffeisen Suisse ont quitté l'organisation.

Le professeur Bruno Gehrig a terminé son enquête indépendante concernant les opérations de participation que Raiffeisen Suisse et ses filiales avaient effectuées depuis 2005 sous Pierin Vincenz. Le rapport final a été publié par Raiffeisen Suisse sur www.raiffeisen.ch. Ce rapport stipule que, sur la base des informations à sa disposition, Bruno Gehrig n'a trouvé aucune preuve claire et évidente que Pierin Vincenz aurait agi de manière pénalement répréhensible, ni que d'anciens ou d'actuels membres des organes de Raiffeisen Suisse se seraient comportés de la sorte ou enrichis personnellement. Les faits qui faisaient déjà l'objet de poursuites pénales n'ont pas été pris en compte dans l'enquête de Bruno Gehrig.

Toutefois, le rapport confirme bien que le travail de gestion du Conseil d'administration et de la Direction de Raiffeisen Suisse a présenté de graves manquements dans la mise en œuvre de la stratégie de diversification. Entre 2012 et 2015, Raiffeisen Suisse a mis sur pied de nouveaux domaines d'activité d'une valeur de plus d'un milliard de francs, au moyen de rachats de participations. Alors que certaines de ces transactions ont été exécutées avec la diligence nécessaire, un certain nombre d'autres opérations n'ont pu être lancées, négociées et exécutées correctement faute des structures, procédures et ressources adaptées. Du fait d'une gestion et d'un contrôle lacunaires, d'omissions organisationnelles et d'une culture d'entreprise centrée sur la personne, le Groupe Raiffeisen tout entier a subi dans l'ensemble un désavantage financier, mais surtout un dommage de réputation.

Renouvellement complet de tous les organes

Le Conseil d'administration de Raiffeisen Suisse constate avec un grand regret l'étendue de ces manquements. «Les processus d'autorisation et les mécanismes de contrôle habituels n'ont pas fonctionné. Il faut partir sur des bases nouvelles avec une culture forte de la responsabilité», déclare Guy Lachappelle, président du Conseil d'administration de Raiffeisen Suisse. Après que le processus de renouvellement du Conseil d'administration s'est achevé en 2018, un renouveau de la Direction est également intervenu avec la démission de Patrik Gisel et l'annonce de la démission de Michael Auer en novembre 2018. Hier, Gabriele Burn et Beat Hodel ont quitté leurs fonctions avec effet immédiat. Paulo Brügger a annoncé sa démission en tant que membre de la Direction avec effet immédiat. Ainsi, tous les membres de la Direction qui faisaient déjà partie de cet organe avant 2015 quittent l'entreprise.

A ce sujet, Heinz Huber, président de la Direction de Raiffeisen Suisse, déclare: «Il faut un nouveau départ pour mener à bien les tâches de Raiffeisen Suisse et relever ses défis.» La recherche de successeurs potentiels est en cours. Les fonctions actuelles sont assurées grâce aux suppléances mises en place. En outre, Roland Schaub a annoncé sa démission en tant que secrétaire général et a quitté l'organisation avec effet immédiat.

Un bon résultat opérationnel en vue malgré les corrections nécessaires

Pour l'exercice écoulé, Raiffeisen s'attend à un bon résultat opérationnel, similaire à l'exercice précédent. Les chiffres montrent clairement que l'an dernier les clients sont restés fidèles aux Banques Raiffeisen. Dans cette phase de renouveau, Raiffeisen Suisse redéterminera la valeur intrinsèque de toutes les participations existantes. Il faut donc s'attendre à ce que le bénéfice au niveau du Groupe et de Raiffeisen Suisse soit nettement plus bas. Les effets extraordinaires auront une incidence d'environ 300 millions de francs au maximum. La capacité de rendement durable et la quote-part de fonds propres exceptionnelle du Groupe Raiffeisen sont maintenues et Raiffeisen reste une banque extrêmement bien capitalisée.

Tant que les responsabilités n'auront pas été clarifiées, aucune décharge des organes de Raiffeisen Suisse ne sera inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée des délégués. Les éventuelles prétentions et démarches seront clarifiées en 2019.

L'évaluation des opérations de participations examinées par le rapport Gehrig a été aussi saluée par la délégation des cinq représentants mandatés par les 246 Banques Raiffeisen, qui ont été impliqués dans l'enquête indépendante. «Le professeur Bruno Gehrig et l'équipe d'experts ont travaillé de manière intègre. Pour nous, l'idée de transparence était essentielle et elle ressort clairement dans le rapport final publié». C'est en ces termes que le représentant de la délégation Michael Iten, président de la fédération zougnoise et président du conseil d'administration de la Banque Raiffeisen Region Ägerital-Sattel, prend position.

Modernisation du Groupe coopératif

Pour corriger les erreurs du passé et relever les défis toujours plus complexes du domaine bancaire, Raiffeisen a mis en route un ensemble de mesures. L'effort de réforme commun du Groupe Raiffeisen, «Réforme 21», en est un élément central. Dans le cadre de ce projet, les Banques Raiffeisen et Raiffeisen Suisse travaillent ensemble pour améliorer la collaboration au sein du Groupe et pour moderniser les structures du Groupe. Le renouvellement de la gouvernance au sein du Groupe, du catalogue des prestations et du concept de financement de Raiffeisen Suisse a lieu dans le cadre d'un processus participatif.

La tâche la plus urgente concerne la gestion et le contrôle au sein de Raiffeisen Suisse. Le Conseil d'administration de Raiffeisen Suisse a été renouvelé, repourvu selon des critères professionnels et renforcé dans ses compétences essentielles telles que les activités bancaires, la compliance, le risque, l'informatique et l'immobilier. La professionnalisation du travail des organes permet l'exercice irréprochable de la fonction de surveillance et de contrôle du Conseil d'administration vis-à-vis de la Direction. Par ailleurs, le Conseil d'administration a adopté un ensemble de mesures de gouvernance complet qui renforce la gestion opérationnelle. Il s'agit notamment de l'amélioration des réglementations et processus, ainsi que du renforcement général des structures de contrôle chez Raiffeisen Suisse. Avec la vente de plusieurs participations datant de l'ère Vincenz, Raiffeisen Suisse a déjà fortement adapté les structures d'entreprise.

Cela s'accompagne d'un changement culturel complet chez Raiffeisen Suisse dans le but de renforcer les valeurs coopératives ainsi que l'engagement de transparence et d'action responsable tant envers les organes que les propriétaires de Raiffeisen Suisse.

Avec la réorientation du travail du Conseil d'administration de Raiffeisen Suisse, un nouveau processus stratégique se met en place pour permettre à Raiffeisen de répondre à l'évolution des besoins des clients et au contexte actuel.

Guy Lachappelle souligne: «Raiffeisen est consciente de ses origines. Raiffeisen été perçue comme un exemple à suivre – ancrée au niveau régional, agissant dans la proximité avec la clientèle et selon des principes éthiques. Ce rôle de modèle a souffert. Nous mettons tout en œuvre pour satisfaire à nouveau durablement à cette exigence.»

Renseignements: Service de presse de Raiffeisen Suisse
021 612 50 39, presse@raiffeisen.ch

L'enquête indépendante du professeur Bruno Gehrig

A la mi-avril 2018, le Conseil d'administration de Raiffeisen Suisse a chargé le professeur Bruno Gehrig de réaliser une enquête indépendante. Pour ce faire, Bruno Gehrig a collaboré étroitement avec une équipe d'experts des cabinets d'affaires Homburger ainsi que Tethong Blattner. L'enquête indépendante se concentre sur la question de savoir s'il y a eu, depuis 2005, des irrégularités relevant du droit pénal dans l'acquisition de participations par Raiffeisen Suisse ou ses filiales. A cet effet, la centaine de prises de participation effectuées durant cette période ont été soumises à une analyse sommaire, puis examinées en détail. La situation d'Investnet et d'autres transactions directement examinées par le Ministère public de Zurich dans le cadre de la procédure pénale n'ont pas été prises en compte dans cette enquête.

Vous trouverez le rapport final relatif à l'enquête indépendante sur www.raiffeisen.ch.

Raiffeisen: troisième groupe bancaire de Suisse

Le Groupe Raiffeisen est la banque retail suisse leader. Le troisième acteur du marché bancaire suisse compte 1,9 million de sociétaires et 3,8 millions de clients. Le Groupe Raiffeisen est présent sur 896 sites dans toute la Suisse. Les 246 Banques Raiffeisen, qui sont des coopératives juridiquement autonomes, sont regroupées au sein de Raiffeisen Suisse société coopérative. Cette entité assure la fonction de direction stratégique de l'ensemble du Groupe Raiffeisen. Grâce aux sociétés du Groupe, à ses coopérations et participations, Raiffeisen propose aux particuliers et aux entreprises une offre complète de services et de produits. Au 30.06.2018, le Groupe Raiffeisen détenait des actifs sous gestion à hauteur de 211 milliards de francs suisses et près de 185 milliards de francs suisses de prêts et crédits à la clientèle. La part de marché dans les opérations hypothécaires est de 17,6%. Le total du bilan se monte à 229 milliards de francs.

Pour se désabonner des communiqués de presse

Veillez svp écrire à presse@raiffeisen.ch si vous ne souhaitez plus recevoir nos communiqués.